

De fait, la plus importante prise de contrôle depuis l'adoption du Programme, soit l'achat de la Hudson's Bay Oil and Gas à la société Conoco, s'est faite à un prix que la Conoco elle-même a qualifié de juste et raisonnable. Ce prix comprenait une prime de 52 % supérieure à la valeur de transaction des titres de cette entreprise avant l'adoption du PEN. La prime la plus élevée de toutes, soit 67 %, a été gagnée par la St. Joe's Minerals pour sa vente supposément "forcée" de la Candel Oil Ltd., afin d'éviter une tentative de prise de contrôle sur la St. Joe's elle-même. Ce n'est pas une si mauvaise affaire pour un mariage qu'on dit avoir été contracté sous la menace. Par comparaison, la prime moyenne pour les quelque 60 prises de contrôle au Canada depuis 1978 a été de 35 pour cent.

De fait, le Gouvernement du Canada a toujours été critiqué pour les acquisitions de Pétrocan parce que les primes payées avaient été trop élevées. Une dernière observation: la fièvre de prise de contrôle au Canada a commencé bien longtemps avant l'arrivée du PEN. Elle a impliqué des entreprises canadiennes tout autant qu'étrangères, et des secteurs autres que l'énergie. Il me semble que certains de ces nouveaux "spécialistes" de la question canadienne auraient intérêt à prendre un peu de recul pour mieux voir la situation.

Mesdames et Messieurs, j'ai pris un certain temps ce soir pour discuter des investissements et des politiques énergétiques au Canada. Je l'ai fait parce que ce sont des domaines qui préoccupent nombre d'Américains, et que ça me semblait une bonne occasion d'expliquer la position canadienne devant un auditoire composé en bonne partie d'Américains. Je ne voudrais toutefois pas laisser l'impression que ces préoccupations et nos réactions reflètent exactement l'état des relations entre nos deux pays. Le comportement des États-Unis en matière de commerce et d'investissement n'est pas sans reproche. Ainsi, votre pays a pris des mesures pour aider des secteurs industriels en difficulté à affronter la concurrence internationale. Je pourrais vous citer de fort nombreux cas où vous privilégiez les achats aux États-Unis. Il y a des secteurs de l'économie américaine où les investisseurs étrangers sont exclus. Dans les secteurs de l'environnement et des pêches, nous attendons toujours que soient prises des mesures au regard de questions qui nous préoccupent mutuellement. Le fait de soulever ces problèmes ne me réjouit pas. Il aide toutefois à mieux situer le contexte bilatéral.

Permettez-moi de terminer ces observations en revenant à un point que j'ai déjà mentionné. L'état des relations avec les États-Unis est, pour le Canada, une question cruciale, et très délicate sur le plan politique. Les questions d'énergie et d'investissement sont au coeur des relations entre nos deux pays. Le gouvernement canadien s'est